

ANCHA



AGENCIA NOTICIOSA CHILENA ANTIFASCISTA
EDITADA POR EL FRENTE DEL PUEBLO EN EL EXTERIOR



CON LA UNIDAD Y LA LUCHA, LA **R**ESISTENCIA VENCERA

No 29

Février 1978

25¢

La farce de Pinochet et la lutte de notre peuple

La "consultation" organisée par Pinochet a été une farce montée de toute pièce dans le but d'obtenir la légitimité, de renforcer la dictature, de réprimer encore plus notre peuple et tenter d'écarter les autres membres de la junte militaire, se transformant en dictateur de dictateurs.

Cependant le tyran n'a pas atteint ses buts, au contraire la pierre lui est retombée sur le pied: la dictature a perdu encore un peu plus de prestige et les contradictions entre les membres de la junte militaire fasciste se sont aiguës et sont devenues publiques. Deux d'entre elle, Leigh et Merino, ont envoyé des lettres à Pinochet, où ils se prononçaient contre la "consultation" et où ils lui disaient qu'ils n'étaient pas disposés à continuer d'accepter qu'il prenne les décisions tout seul.

Il est important de noter que s'opposèrent également à la "consultation" le Procureur de la République, les évêques et jusqu'au secteur le plus à droite de la Démocratie chrétienne dirigée par Frei.

Les forces de la Résistance et tous les secteurs qui d'une manière ou d'une autre s'opposent à la dictature, ont profité de la "consultation" pour intensifier le travail contre la dictature. Les jours qui ont précédé la "consultation", en plein centre de Santiago ainsi que dans d'autres villes, des discussions, des meetings-éclair se sont tenus en permanence, avec une vaste répartition de propagande contre la farce. Ces manifestations reçurent un grand appui populaire, ce qui permit que la répression ne puisse s'abattre avec toute sa force.

Outre d'estimer positif le fait que les différentes forces qui sont contre la dictature, aient profité de l'occasion — quoiqu'à différents degrés et sous des formes différentes — pour exprimer

une fois de plus leur haine de la tyrannie, nous croyons qu'il est nécessaire d'analyser quelques positions qui reflètent la lutte entre les deux lignes dans la Résistance chilienne.

Le Front du Peuple, ainsi que divers partis antifascistes, appelèrent à **ne pas participer à la farce, à ne pas voter** et à boycotter la "consultation" en disant que **"le véritable 'NON' c'est de ne pas voter"**. Cette juste position se base sur les faits suivants:

1. La "consultation" a été organisée par un gouvernement illégitime, qui a usurpé le pouvoir en assassinant plus de 30,000 de nos compatriotes, gouvernement auquel le peuple ne reconnaît aucun droit d'appeler à des "élections" ou "consultations".

2. C'est la dictature seule qui a organisé et contrôlé tout le processus électoral; personne, en dehors des fascistes, n'a pu contrôler le décompte des votes. Les fascistes arrangèrent les résultats comme ils le voulurent.

3. La "consultation" s'est faite sous l'Etat de siège et du couvre-feu, avec des libertés démocratiques restreintes ou complètement inexistantes. Il n'existait pas de registres électoraux et les seuls qui furent autorisés à faire de la propagande sont les fascistes.

4. Le vote dit textuellement: "Face à l'agression internationale déchaînée contre le gouvernement, de notre patrie, je soutiens le président Pinochet dans sa défense de la dignité du Chili, et réaffirme la légitimité du gouvernement de la République à diriger souverainement le processus d'institutionnalisation du pays." Comme on peut le voir sur le dessin, au-dessus du "oui" a été mis un drapeau chilien et au-dessus du "non" un drapeau noir. La rédaction du vote elle-même rend intolérable le fait d'accepter de participer à ce vote.

5. Pinochet voulait que tous les chiliens votent, même s'ils



40 P 8851

votaient "non" (cela lui importait peu puisqu'il changerait les résultats à son avantage), l'important était qu'ils participent. Pour cela il a rendu le vote obligatoire. La carte d'électeur de chaque votant était tamponnée et ainsi tous ceux qui refusaient de participer à la farce, pouvaient être fichés. D'autre part, le vote fut imprimé sur du papier transparent, ce qui fait que tous ceux qui votaient "non" étaient également fichés. La Résistance la plus ferme a été justement d'affronter la menace et de refuser de voter massivement.

Enfin il était très clair que participer à cette farce n'allait pas renverser la dictature, mais que ce sont les luttes du peuple qui la renverseront. Sur la base de ces idées le **Front du Peuple** a développé une grande propagande, en diffusant des milliers de tracts à travers le pays, signés des différents comités de Résistance.

Cependant, malgré la justesse absolue de l'appel à **ne pas voter**, il y a certains secteurs qui ont appelé à participer en votant "non", c'est-à-dire qu'ils ont appelé à refuser la dictature, mais dans les limites et normes imposées par celle-ci. Ceux qui ont voté "non", s'opposent à la dictature, ce que nous considérons comme positif, cependant appeler à voter dans la farce montée par Pinochet, c'est appeler les masses à participer au cirque de la dictature et c'est enfermer les sentiments antifascistes dans le cadre d'une opposition légale, tolérée par la dictature elle-même.

C'est pour cela que la majorité de notre peuple n'a pas participé à la farce et s'y est opposé. Y compris de nombreux militants de partis qui ont appelé à voter, ne tinrent pas compte de ces directives et refusèrent la farce.

Logiquement la dictature annonça que la grande majorité avait voté, appuyant le gouvernement; cependant, ces résultats, personne ne les a cru, pas même Leigh qui a déclaré que "les résultats ne seraient cru par personne, sauf les résultats négatifs".

La "consultation" n'a pas freiné, mais intensifié la lutte de la Résistance; celle-ci a répondu rapidement en s'opposant à la farce et en faisant une grande agitation à ce sujet. Plusieurs bombes, même, explosèrent à Santiago. 85 familles de disparus ont fait une grève de la faim de plusieurs jours dans l'église San Francisco, exigeant que la lumière soit faite sur la situation de ces camarades et exigeant la liberté de ceux qui sont encore en vie. Des manifestants antifascistes organisèrent des meetings de soutien à la grève de la faim devant la porte de l'église.

La dictature a intensifié la répression avant et après la farce. Elle a lancé une féroce attaque contre le peuple. Elle a frappé durement les camarades du MIR, en en assassinant quelques-uns, emprisonnant et torturant plusieurs autres. Elle a également arrêté plus de quarante dirigeants de la Démocratie chrétienne, et les a envoyés dans des régions inhospitalières.

Cependant, la dictature a beau faire de la démagogie électorale ou intensifier la répression, elle ne pourra pas empêcher la lutte de Résistance du peuple chilien de croître; au contraire, c'est précisément cette lutte qui renversera la dictature et écrasera le fascisme. Malgré toutes les difficultés, notre peuple avancera sur son chemin indépendant, son chemin de combat et victoire:

LE CHEMIN DE LA RESISTANCE POPULAIRE.

* * *

Les mineurs de "El Teniente" parlent

Il est parvenu à notre rédaction une **Déclaration du Comité organisateur du mouvement de grève du 2 novembre des travailleurs de "El Teniente"**, dont nous reproduisons quelques passages particulièrement importants:

La déclaration commence ainsi:

Au peuple et à tous les travailleurs du Chili:

La vérité sur la grève de "El Teniente"

Le mouvement du 2 novembre

"Aux alentours de 7h30, le 2 novembre, le train qui conduit les mineurs de l'équipe A au 'Teniente B', niveau le plus bas de la mine "El Teniente", s'est arrêté. L'ingénieur en chef du département des Mines, l'ingénieur en chef de la Production, S. Zuniga, et les autres représentants de l'administration de la mine, se trouvaient là faisant désespérément le compte des grévistes. Sur un total d'environ 1,300 travailleurs de l'équipe A, 600 étaient en grève. Ceux qui ne s'étaient pas joints à la grève, sont surtout des membres du personnel technique, de la maîtrise et du département des Chemins de Fer. Les mineurs et les buitrenos ont pris la direction de la grève. Ceux qui produisent sont en grève.

"A 15h30, l'équipe B arrive. La situation s'aggrave. Selon l'expression accréditée par les dirigeants syndicaux vendus au gouvernement, 50 pour cent est resté 'aux centres de Rancagua'.

Cependant, la vérité c'est que même ceux qui sont allés travailler passent la journée à commenter les événements, évidemment sans travailler, et jurant de ne pas manquer à leurs camarades à la prochaine occasion."

"L'équipe C devait commencer à 24h. Sur 600, 200 seulement vinrent travailler. L'exemple s'était étendu de façon accélérée. La peur était restée derrière."

"Après deux semaines de grève, les dirigeants syndicaux jaunes, le gouvernement et la presse continuent à s'excuser, à polémiquer sur les chiffres et à chercher les causes de l'absentéisme de "El Teniente". Ils se rejettent mutuellement les chiffres, dénoncent tardivement les violences et les abus commis contre les travailleurs et révélés par la grève. On accuse l'aristocratie ouvrière des mineurs, visant ainsi à les couper du reste des travailleurs du pays."

Plus loin la Déclaration indique:

"La grève a été déclenchée par le mécontentement, la misère, l'humiliation à laquelle nous sommes soumis. Un peu avant nous avions déjà fait un certain travail. Au milieu de septembre nous avions entrepris la 'grève des loncheros'" (travailleurs qui apportent leur repas dans leur malette métallique): personne n'apporta sa gamelle, la production ce jour-là fut presque nulle. Ensuite des bruits commencèrent à courir: 'il faut se mettre en

Agence de Nouvelles chilienne antifasciste
Publiée par la Branche extérieure
du Front du Peuple



Disponible de:

ANCHA

B.P. 59, Cedex 13

Paris 75623, France

Aux tarifs suivants:

En Europe: 1 an: 30 francs

Abonnement de soutien: 50 francs ou plus

Ailleurs: 1 an: \$10.00

Abonnement de soutien: \$15.00 ou plus

Veuillez faire tous les chèques ou mandats postés envoyés à l'adresse susmentionnée à l'ordre de **Bernard Guerrien (pas à ANCHA)**.

Les éditions française, anglaise et espagnole produites au Canada par le Comité canadien d'Appui à la Résistance chilienne sont disponibles du:

Comité canadien d'Appui à

ou du:

Centre national de Publications

la Résistance chilienne

B.P. 727, station Adelaide,

B.P. 185, station Outremont,

Toronto, Ontario, Canada

Montréal, Québec, Canada

Les tarifs d'abonnement aux éditions française, espagnole ou anglaise produites au Canada sont de \$4.00 pour un an. Prix par exemplaire: \$0.25

Veuillez faire tous les chèques ou mandats postés envoyés aux adresses susmentionnées à l'ordre du Comité canadien d'Appui à la Résistance chilienne ou à l'ordre du Centre national de Publications, respectivement.

Veuillez indiquer clairement vos nom et adresse et la langue dans laquelle vous desirez recevoir le bulletin.

Tout article ou extrait d'ANCHA peut être reproduit totalement ou partiellement pour d'autres publications, avec obligation d'en préciser la source.

* * *

ANCHA propose un échange régulier à toutes les publications anti-impérialistes, démocratiques, de solidarité ou informatives de tout pays.

* * *

ANCHA offre en plus à ses lecteurs la possibilité d'être ses correspondants permanents, qui obtiennent en échange un abonnement gratuit à ses bulletins.

Les articles doivent être envoyés à: ANCHA, B.P. 59, Paris 75623, Cedex 13, France

et doivent traiter de la lutte des peuples peuples d'Amérique latine ou de la solidarité à leur égard.

* * *

grève' et 'ou on baisse sa culotte ou on va de l'avant'. Au milieu d'octobre la situation était déjà brûlante dans les chemins de fer commencèrent à apparaître des bombages muraux. L'enthousiasme croissait parmi les vieux. On commença à discuter de la date du mouvement."

"La dernière semaine d'octobre arriva, alors nous nous sommes réunis à quelques camarades, certains écoeurés par leurs partis qui pour changer ne faisaient rien. D'autres sans parti, chacun avec ses propres idées et expériences, mais nous étions tous d'accord sur le plus important: 'ici il faut faire quelque chose'. Nous pensions que la chose était mûre et que la seule chose qui manquerait, une fois organisés, était de faire de la propagande sur la question, de fixer une date et de distribuer les tracts appelant à la grève."

"Les vieux savaient qu'on courait des risques, mais ils étaient disposés à la faire, et, ainsi nous avons pu la planifier. Nous avons rédigé le tract en pensant aux choses qu'on discutait en haut à la mine. Nous l'avons tapé à la machine parce que nous n'avions pas de ronéo."

"Le problème maintenant était de les diffuser, nous savions qu'étant donné l'état d'esprit des autres camarades de la mine, peu de propagande était nécessaire pour que la grève se déclenche. C'était le moment où jamais où il fallait la faire."

"Le lundi 31 octobre les tracts furent distribués dans le chemin de fer et aux différents niveaux de la mine. A l'intérieur nous les avons laissés dans les cantines, dans les cages et jusque dans les caisses qui servent de WC. Dans le train nous les avons mis sur les sièges en arrivant à la station. Comme ça les camarades qui sortaient et revenaient en train pouvaient les lire. Puis les vieux les ramassèrent et les commentèrent."

Un peu plus la Déclaration continue:

"Nous ne connaissons pas encore bien les conséquences qu'a eues la grève de "El Teniente" pour le mouvement de tous les travailleurs et du peuple. Mais nous sommes sûrs d'une chose: cela a démontré que malgré la répression, malgré les menaces, on peut

faire grève. Et que si nous nous organisons tous, et nous le répétons, nous serons capables d'**arrêter tout le pays**. Pour cela il faut s'organiser et s'unir. Notre peuple doit s'organiser à la base, élire ses représentants directs, des délégués de confiance des bases (qui ne soient pas vendus aux directions jaunes) et avoir confiance dans le fait que les conquêtes naissent de la force, et la force de l'unité, qu'avons nous obtenu jusqu'à maintenant. Au début le gouvernement et la direction de CODELCO nous ont offert la carotte et proposé d'étudier les pétitions économiques. Dans les faits ils nous ont appliqué le bâton, ils licencièrent soixante camarades, justifiant leur décision en les accusant d'avoir été deux jours absents. Cela nous affecte beaucoup. Si nous avons été plus organisés nous aurions pu nous mettre en grève pour la réintégration des licenciés. Nous le ferons bientôt. Les camarades licenciés ne sont pas seuls."

Pour finir, les camarades mineurs indiquent:

"Il y a une autre chose importante: tous ceux qui étaient au travail le jour de la grève, attendre une autre occasion pour 'faire bonne figure'. Cela en est fini de la peur. Avec la faim on n'en peut plus. Le 14 de ce mois, il y a eu une réunion au syndicat de Sewel et Mine. Le dirigeant Galvez s'est mis à raconter les discussions avec le gouvernement. Les travailleurs ne l'ont pas laissé parler. Ils l'ont remis à sa place. Depuis 1973 il n'y avait pas eu autant de camarades à une réunion. Nous croyons que la même chose va se passer dans tous les coins du pays."

"Notre mot d'ordre c'est:

**PERSONNE N'ARRÊTERA LES TRAVAILLEURS NI LE PEUPLE!
UNIS ET ORGANISÉS NOUS SOMMES PLUS FORTS!!!**

Fraternellement:

Comité organisateur au Mouvement de grève du 2 novembre des
Travailleurs de "El Teniente"

* * *



Parti communiste révolutionnaire

Du Chili continue à nous parvenir plusieurs exemplaires du journal clandestin *El Pueblo*, organe officiel du Comité central du **Parti communiste révolutionnaire du Chili (PCR)**. Nous en reproduisons quelques extraits particulièrement importants.

Le n° 91 de *El Pueblo* aborde dans un long article le problème de l'unité antifasciste et de la construction du Front uni. Il y est dit:

"Quel a été le problème principal qui a entravé et retardé cette tâche vitale?

"Le principal facteur a été l'existence de deux lignes politiques à suivre face au fascisme. Deux lignes qui se sont disputées la direction du mouvement populaire antifasciste. L'une de ces lignes représente les intérêts du prolétariat et du peuple, et l'autre les intérêts des différents secteurs bourgeois touchés dans une plus ou moins grande mesure par le fascisme. La première, c'est la ligne de lutte, de résistance au fascisme. La seconde, c'est la ligne de conciliation, d'opposition au fascisme."

"En quoi consiste la ligne de Résistance antifasciste?"

"Elle consiste à impulser la lutte politique et économique de la classe ouvrière et du peuple, sous ses différentes formes, mais en mettant l'accent sur le développement de la lutte armée des masses comme moyen principal pour renverser et détruire effectivement le fascisme."

"Elle consiste à mettre en avant et accentuer, de plus en plus, les aspects positifs du mouvement de masses comme l'optimisme révolutionnaire, la confiance en la victoire, le désir de lutter sans peur du sacrifice, le désir de prendre les armes, etc.; tout ce qui contribue à renforcer la lutte populaire de résistance au fascisme."

Un peu plus loin il y est dit: "La ligne de Résistance antifasciste vise à la destruction totale du vieux régime de surexploitation et de dépendance, en réduisant en cendres les racines fascistes et en détruisant ses vermineux piliers politiques, économiques, culturels, juridiques et militaires."

"C'est la voie qu'offre le prolétariat chilien à notre peuple!"

"En quoi consiste la ligne d'opposition bourgeoise?"

"Elle consiste à impulser la conciliation de classes avec les

ennemis traditionnels du peuple, l'impérialisme yankee et l'oligarchie, au moyen de la négociation, du marchandage et le compromis sur le dos des masses et sur la base de freiner leur lutte antifasciste, en cherchant un retrait "digne et acceptable" de (ou pour) la junte de Pinochet. Parallèlement, l'opposition bourgeoise se livre à une activité conspiratrice sur le dos des masses pour s'assurer du retrait de la junte, au cas où celle-ci ne comprendrait pas 'les bons conseils'."

"Elle consiste à mettre en avant et accentuer les aspects négatifs du mouvement de masses comme le pessimisme, le défaitisme, l'attentisme, le pacifisme, etc.; tout ce qui contribue à affaiblir la lutte populaire de résistance au fascisme."

Un peu plus loin l'article indique: "La ligne d'opposition bourgeoise au fascisme cherche le retour et la confiance dans le vieil ordre, celui du parlementarisme bourgeois, de la démocratie représentative de la bourgeoisie, de la politocallierie bourgeoise, respectant ainsi les intérêts vitaux et les privilèges de l'impérialisme et de l'oligarchie. C'est la voie qu'offre la bourgeoisie à notre peuple!!!"

Il y est dit également: "Pourquoi cette unité ne s'est-elle pas réalisée avec notre Parti, malgré nos efforts pour y parvenir? et plus encore pourquoi cette unité dans un front commun ne s'est-elle pas non plus réalisée avec d'autres organisations antifascistes qui, idéologiquement, sont plus proches?"

"Ce problème a principalement une cause, et c'est l'existence au sein de ces secteurs, d'hésitations sur l'attitude à adopter avec l'aile gauche de l'opposition bourgeoise, représentée par le révisionnisme de Corvalan, Millas, Teitelboim et compagnie qui cherche à parvenir à un 'compromis historique' avec le frémisme."

"La peur de rompre avec les révisionnistes a empêché en grande partie, l'unité de la Résistance. Ceux qui sont atteints de cette 'maladie' prétendent maintenir à tout prix l'unité avec les opportunistes, croyant faussement en la possibilité de les intégrer à la Résistance, sans unir **avant** les forces qui sont véritablement pour le développement de la résistance populaire."

L'article termine ainsi: "Celui qui de tout coeur, désire servir notre peuple, si c'est cela son plus cher désir, doit chercher l'unité de la Résistance populaire antifasciste jettant loin de lui le sectarisme, les préjugés de groupe et la vision étroite. Ainsi et

seulement ainsi, il contribuera à la véritable unité pour la victoire populaire sur le fascisme, l'impérialisme et l'oligarchie.

LA RÉSISTANCE UNIE VAINCRA!

* * *

La position du PCR face au "Référendum" de Pinochet

Le Parti communiste révolutionnaire du Chili (PCR) a fait connaître sa position face à la farce du 4 janvier organisée par Pinochet, à travers deux numéros spéciaux du journal *El Pueblo*, l'un en date du 25 décembre, c'est-à-dire, avant le "référendum" et le second le jour suivant le show de Pinochet.

Dans le premier de ces numéros d'*El Pueblo*, le Comité central du PCR appelle "la classe ouvrière et le peuple chilien à rejeter énergiquement cette farce, en s'abstenant de voter et en boycottant de toutes les façons possibles cette farce, s'élevant ainsi, à un nouveau niveau de lutte active pour le renversement de la dictature."

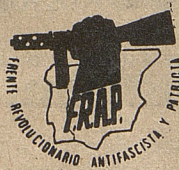
Dans *El Pueblo* du 5 janvier, le CC du PCR fait une analyse des faits, réaffirmant la position prise antérieurement comme pleinement juste, dénonçant une fois de plus la farce de Pinochet et la position de l'opposition bourgeoise qui a appelé les masses à voter **non**, comme partisan du "moindre mal".

A la fin nous pouvons lire: "**Le Parti communiste révolutionnaire (PCR) du Chili**, appelle la classe ouvrière et le peuple chilien, ainsi que tous ceux qui se maintiennent sur la ligne de la Résistance, à préserver, défendre et développer la lutte pour le renversement armé de la junte militaire fasciste."

Il lance aussi un appel à ceux qui influencés idéologiquement par la ligne d'opposition bourgeoise se sont écartés de la Résistance, à rompre avec l'opposition en la dénonçant comme un courant contraire aux intérêts populaires et à adhérer à la ligne de lutte soutenue par la Résistance antifasciste et à laquelle appartient notre Parti.

"C'est la base réelle pour parvenir à une authentique unité du peuple dans sa lutte pour renverser la dictature et combattre l'impérialisme. C'est le chemin qui conduit à la victoire et à la libération des masses."

* * *



Entrevue avec le FRAP

Pendant le récent voyage effectué en Espagne, les représentants du **Front du Peuple du Chili** ont eu l'occasion de rencontrer **Manuel Blanco Chivite, Vladimiro Fernandez Tobar, Manuel Canaveras et Pablo Mayoral Rueda**, militants du Front révolutionnaire antifasciste et patriotique (FRAP), qui eux ont tous été condamnés à mort ou à de longues peines de prison, par la dictature franquiste pendant l'année 1975. Actuellement ils se trouvent en liberté grâce aux mobilisations populaires qui se développent en Espagne pour la libération de **tous** les prisonniers politiques et pour **l'Amnistie totale**.

Nous poursuivons en donnant à nos lecteurs les questions formulées par ANCHA et les réponses faites par les camarades du FRAP.

* * *

ANCHA: Camarades, pourriez-vous nous relater brièvement quelles ont été les circonstances de vos détentions?

MANUEL CANAVERAS: L'année 1975 a marqué une étape dans la crise du franquisme, motivée par l'intensification des luttes des masses, qui atteignent leur point le plus décisif dans le processus de grève générale révolutionnaire de la fin de 1974 et du début de 1975, et de l'Etat d'Exception du Pays Basque.

Cette crise a fait que les forces révolutionnaires, spécialement le Parti communiste d'Espagne (marxiste-léniniste) et le Front révolutionnaire antifasciste et patriotique (FRAP), intensifieront leur attaque contre l'oligarchie et l'impérialisme yankee. Cette intensification de la lutte suppose le panage à la réalisation de diverses actions armées contre les forces répressives, à Madrid, Barcelone, Valence. . . Tout cela a fait que la répression policière se tournera presque exclusivement contre le PCE(M-L) et contre le FRAP, avec un effort inutile pour les désarticuler. A cause de cela furent emprisonnés à Madrid plusieurs dizaines de militants de ces organisations, parmi lesquels nous nous trouvons, nous qui avons été directement accusés d'être les responsables directs de ces actions armées.

ANCHA: Quelles ont été les circonstances des Conseils de Guerre du Goloso? Quelles ont été vos condamnations et quelle a été la réponse populaire en Espagne et dans le reste de l'Europe?

BLANCO CHIVITE: Comme on le sait et dans un climat de terreur débridée, on demanda la peine de mort. Au cours du premier Conseil de Guerre, contre cinq personnes impliquées furent demandées cinq peines de mort. Trois jours plus tard au cours du deuxième Conseil de Guerre contre sept personnes impliquées furent demandées six peines de mort.

Les sentences qui en résultèrent furent au total huit peines de

mort pour rébellion et 75 ans de prison répartis en 30, 25, 20. Parmi celles-ci trois d'entre elles furent mises à exécution et les autres commuées en prison à vie.

Sur les circonstances du procès; absolument antijuridiques et seulement comparables aux procès qui durant la Deuxième Guerre mondiale la gestapo a tenu dans les pays occupés d'Europe; demeure comme témoignage l'information réalisée par le représentant suisse de la Ligue des Droits de l'Homme, qui a pu assister au premier d'entre eux, qui se sont déroulés les 11 et 12 septembre 1975.

Comme exemple nous disons que des 196 preuves invoquées par la défense furent toutes repoussées en bloc par le juge instructeur Mariano Martin Benavides, dans le temps record d'une heure et demie; temps matériellement impossible pour la simple lecture de ces preuves.

Pendant l'audience du conseil aucune preuve n'a été présentée, aucun témoin n'a été appelé. Les accusations reposaient sur les témoignages de policiers, contre lesquels existaient les dénonciations correspondantes de tortures reconnues et acceptées par l'autorité judiciaire compétente.

Face à l'intention claire et avouée du fascisme d'exécuter jusqu'à ses ultimes conséquences les sentences des Conseils de Guerre, s'élevèrent les multiples protestations et manifestations de résistance antifasciste, de la part de notre peuple, comme de tous les peuples d'Espagne et aussi du monde.

Nous devons à ces faits nos vies sauvées, mais le fascisme acculé tenta d'intimider le peuple par le sang en décidant d'assassiner trois de nos compagnons: **José Baena Alonso, Ramon Garcia Sanz et José Luis Sanchez Bravo** et deux militants patriotes basques: **Angel Otaegui et Juan Paredes Manot**.

ANCHA: Quels problèmes avez-vous rencontré comme prisonniers politiques dans les prisons? Quel est actuellement le traitement en vigueur dans les prisons de la monarchie?

VLADIMIRO FERNANDES TOBAR: L'objectif fondamental du fascisme face au prisonnier politique est celui de sa destruction physique, morale et psychologique. La réglementation de la vie en prison est formulée selon cet objectif.

Dès notre entrée en prison nous avons été enfermés dans des cellules de punition appelées par la direction "cellules du rez de chaussée", pour être situées dans le sous-sol de la prison. Des cellules d'un mètre et demi sur trois mètres, sans lumière naturelle, avec deux portes de sécurité, sans absolument rien dans la cellule, sauf notre personne, une toilette avec un cabinet. Privés de toute communication avec quelconque personne, avec nos amis, sans

aucune possibilité de visite des membres de notre famille ni celle de l'avocat pendant les premiers vingt jours, les visites suivantes de nos avocats étant contrôlées depuis une cabine proche. Telles ont été nos conditions pendant 40 jours.

Par la suite nous fûmes soumis au Régime spécial; Régime spécial inexistant de manière officielle, et qui supposait un séjour prolongé dans les cellules de punition.

Dans la situation actuelle la vigilance populaire s'exerce sur tout ce qui arrive dans les prisons, autant pour tout ce qui se réfère aux prisonniers politiques qu'aux prisonniers de droit commun. Il convient de noter qu'en ce moment le fascisme espagnol se trouve sur la défensive face aux luttes populaires.

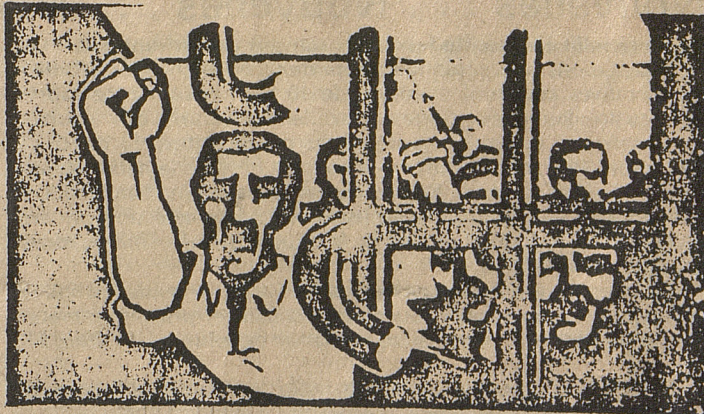
Et sur ce point, bien que cela dépasse notre sujet nous voulons signaler que ce qui caractérise cette attitude défensive du fascisme, c'est l'aide qu'il s'est vu obligé d'accepter de la part des partis et des syndicats collaborateurs comme le groupe de Carrillo (PCE), le PSOE de Felipe Gonzalez, le CC.OO et l'UGT.

ANCHA: *Connait-on dans les prisons espagnoles la lutte du peuple chilien?*

PABLO MAYORAL RUENA: Il existe dans les prisons espagnoles une sympathie générale et spontanée pour et avec la lutte du peuple chilien, contre la dictature de Pinochet.

Cependant nous voulons signaler qu'à cause de l'activité de la presse de cour bourgeoise et réformiste, sont plus connus les aspects de répression et de souffrance du peuple chilien que les aspects de sa lutte et de sa résistance.

A ce sujet et de manière générale nous devons dire que la visite en Espagne de la délégation du **Front du Peuple du Chili**, est venu éclairer et mettre en valeur les aspects qui selon nous sont fondamentaux dans la situation chilienne actuelle. . . Précisément



ceux de lutte et de résistance active du peuple.

Enfin nous voulons signaler que pendant ces journées nous avons pu vérifier d'une manière directe, l'esprit de lutte qui comme tout le peuple chilien, avec la visite dans notre pays de votre délégation.

Avec vous dans les meetings de Madrid, Valladolid, Salamanca, Valence, Barcelone, . . . nous avons vécu la solidarité fraternelle qui unit les peuples chiliens et espagnols, en lutte contre l'impérialisme et le fascisme.

D'ici nous donnons notre appui à la Résistance chilienne et nous envoyons un salut de combat à tous les membres du **Front du Peuple du Chili**.

* * *



Solidarité internationale

FRANCE

Paris: Le **Front du Peuple du Chili** a participé au XXXe Congrès de la Fédération des Etudiants d'Afrique noire en France (FEANF), leur apportant le salut de la Résistance chilienne. Au cours de son intervention le représentant du Front du Peuple a exprimé la grande identité de points de vues, en particulier sur la situation internationale, existant entre les deux organisations.

Montpellier, Vauvert Nîmes: Un groupe de camarades chiliens qui vivent dans ces villes du sud de la France, représentants de diverses organisations politiques (PS-cn, PCR, MIR, Front du Peuple) et indépendantes, ont organisé un Comité de Soutien aux Comités de Résistance.

Au cours des discussions réalisées est manifesté un consensus unanime concernant les principaux problèmes abordés, les participants ont fait preuve d'un grand esprit d'unité et de volonté pour lutter contre l'immobilisme, le pacifisme et le réformisme, pour faire connaître la lutte de notre peuple contre la dictature et l'impérialisme, pour aider économiquement la Résistance populaire et pour réaliser un travail désintéressé pour parvenir à développer la solidarité active pour et avec la lutte du peuple chilien.

Pour atteindre cet objectif les camarades se sont proposés comme tâche immédiate la formation dans cette région d'un Comité français d'Appui à la Résistance chilienne.

ANCHA salue cette initiative unitaire qui constitue une progression importante dans le travail de solidarité internationale, et souhaite beaucoup de succès aux camarades dans la réalisation de leur travail.

ESPAGNE

Madrid: Pendant les journées du 7, 8 et 9 janvier s'est tenue dans le quartier populaire de Vallecas le Premier Congrès de l'Association ouvrière assembléiste (AOA) auquel assistèrent 1,500 délégués provenant de toute l'Espagne, représentant tous les secteurs industriels et les principales usines. Y assistèrent aussi des délégations du Portugal, d'Allemagne, de France, de Grèce, d'Iran, du Canada, du Timor (FRETILIN), du Vénézuéla et du Chili (Le Front du Peuple).

Le Congrès de la AOA se termina le 9 janvier, par un meeting public auquel assistèrent 2,000 personnes. La délégation du **Front du Peuple du Chili** y lut un discours qui fut chaleureusement accueilli par des applaudissements et aux cris de "**La Résistance**

vaincra" et "**Le peuple armé ne sera jamais écrasé**".

CANADA

Halifax: *Résolution du Syndicat des Postiers du Canada, à Halifax:*

"Le Syndicat des Postiers du Canada, d'Halifax, dénonce vigoureusement et s'oppose à la junte militaire fasciste du Chili, dirigée par le bandit Pinochet.

"Le Syndicats des Postiers du Canada, d'Halifax, soutient vigoureusement le Front du Peuple du Chili, conscient qu'en suivant la ligne de lutte antifasciste du Front du Peuple, la victoire du peuple chilien est assurée.

"Le syndicat des Postiers du Canada, à Halifax, exprime sa puissante et ferme solidarité de classe ouvrière, d'internationalisme prolétarien avec la classe ouvrière et le peuple travailleur chilien, connaissant notre ennemi commun, les compagnies monopolistes internationales, par exemple ITT, et connaissant les similarités répressives au Canada et au Chili: les attaques contre la classe ouvrière, les attaques contre les personnes progressistes et démocratiques, les gouvernements vendus et laquais, le gaspillage des ressources du pays, la perte d'emploi de milliers de travailleurs à cause des changements technologiques; le Syndicat des Postiers du Canada, à Halifax, appuie et soutient la ferme et juste politique du **Front du Peuple** qui doit compter avec ses propres forces et poursuivre une ligne de lutte sans conciliation et sans compromis."

"**VIVE LE FRONT DU PEUPLE DU CHILI!**

"**LA RÉSISTANCE CHILIENNE VAINCRA!**

"**VIVE LA SOLIDARITÉ ENTRE LE PEUPLE CHILIEN ET LE PEUPLE CANADIEN!**"

Vancouver: Le Comité canadien d'Appui à la Résistance chilienne a été invité à participer à la Troisième Convention annuelle du Comité de Défense indien (CDI) du Canada, et a adressé un salut au cours de cette assemblée.

PORTUGAL

Le Comité de Soutien aux Luttes des Peuples d'Amérique latine (CALPAL) du Portugal a changé d'adresse. Toute correspondance doit être envoyée à:

CALPAL

Rua Alexandre Herculano 55

Lisboa 2

PORTUGAL

* * *

Nouvelles . . . Nouvelles . . . Nouvelles . . . Nouvelles . . . Nouve

La junte militaire fasciste ferme dix stations radiophoniques

Huit stations radiophoniques appartenant à la chaîne de Radios coopératives cesseront d'émettre le 10 février, sur ordre exprès d'Auguste Pinochet. Cette nouvelle fermeture des sources informatives s'ajoutent aux décisions précédentes, du mardi 20 décembre 1977, qui ont affecté la radio et l'Industrie nationale sucrière SA (IANSA) et à la Radiodiffusion de la Serena Limitada. Les décrets mettant fin aux transmissions et à la concession ont été publiés dans le *Journal officiel de la République du Chili* du mardi 20 décembre 1977.

C'est un nouveau pas dans l'escalade répressive tendant à limiter encore plus l'information du peuple chilien et privent au même temps de vastes secteurs de la population de loisir et de l'accès à la culture.

D'autre part la fermeture de ces radios condamne au chômage plus de 250 personnes.

Cette mesure du fascisme a été désavouée par la totalité des travailleurs de la Radiodiffusion, des journaux et des revues pourtant liés à la dictature se sont montrés critiques, comme c'est le cas du journal *La Tercera de la Hora*, qui dans son éditorial du 28 décembre remarquait: "Cette période politique que connaît le Chili n'apparaît pas la plus propice pour précipiter la fermeture de moyens de communication. Justement à l'extérieur, parmi les attaques contre notre pays on insiste sur le fait que le gouvernement militaire ne maintient pas un climat de liberté. Il y a là un problème d'image de marque."

Amplification de la répression contre la Démocratie chrétienne

Le nombre de prisonniers et de délégués appartenant à la Démocratie chrétienne, s'élève à plus de 40. Aux treize personnes qui ont été arrêtées peu de jours après la farce montée par Pinochet, le 4 janvier, parmi lesquelles on comptait l'ex-Président du Sénat, Tomas Reyes, des ex-députés, des dirigeants étudiants et syndicaux, s'ajoutent maintenant des dirigeants de niveau régional.

Poursuite des assassinats avec la dictature de Pinochet

A la mi-janvier de cette année, les forces répressives ont assassiné German Cortez Rodriguez, présenté par le Centre national d'Information (ex DINIA) comme le dirigeant numéro deux du MIR. Le lundi 16 du même mois, la police assassine Gabriel Riveros, présenté lui aussi comme un dirigeant du Mouvement de la Gauche révolutionnaire.

Détention de Chiliens en Argentine

L'étroite collaboration qui maintenaient, quant à la répression, les deux "bouchers du Cone Sud", Pinochet et Videla, s'est détériorée ces derniers temps à cause de la décision arbitrale de l'Angleterre sur le Beagle et les îles en conflit.

Sous des prétextes divers, les militaires et la police argentine ont procédé à des arrestations de milliers de chiliens qui travaillaient dans la zone sud de l'Argentine, compatriotes qui ont été obligés

d'abandonner le pays à la recherche de moyens de subsistance dans les mines de charbon du sud de l'Argentine.

Les prisonniers des fascistes argentins ont été enfermés dans des stades et maintenues là pendant plusieurs jours pour un contrôle de leur "situation légale".

Devant ces mesures, la junte militaire fasciste n'a pas protesté, elles ne furent même pas mentionnées du cours des entretiens des deux "bouchers", conclus à Mendoza le 19 janvier. Les entretiens menés par les deux dictateurs tendent à "trouver un règlement pacifique sur le conflit des espaces maritimes".

Pinochet a entrepris la dénationalisation des mines de cuivre

Un des investissements les plus importants de capital étranger, par les Etats-Unis, naturellement, achève de se réaliser dans notre pays, grâce à la vente par l'Entreprise nationale des Mines (ENAMI), de l'usine de cuivre "Disputada de las Condes" au consortium multinational "Exxon Mineral International".

L'Exxon s'est adjugée 53 millions 411 milles actions de la dite mine, en réalisant un investissement de 107 millions de dollars et avec cela elle en vient à contrôler 86.5 pour cent du total des actions.

Cette "aide" accordée à l'impérialisme yankee par Pinochet, arrive au moment opportun pour résorber le déficit de la dette extérieure, dont le paiement pour l'année 1977 estimé aux environs de 100 millions de dollars.

Ceci vient confirmer, une fois de plus, la carence des fonds du régime et en même temps, met en évidence la soumission de Pinochet envers ses maîtres nord-américains, vu qu'il avait assuré plusieurs fois que les grandes mines de cuivre ne seraient pas restituées à des intérêts privés.

Cela démontre, d'autre part, la confiance de l'impérialisme américain dans la dictature fasciste, et cela malgré "les rappels à l'ordre" et à "la mesure" faits par le gouvernement nord-américain au gouvernement de Pinochet quant aux Droits de l'Homme.

Les Nations Unies rejettent la demande de la dictature fasciste

Kurt Waldheim, Secrétaire-Général de l'Organisation des Nations Unies, a rejeté le 12 janvier la demande présentée par la dictature fasciste, qui se référait à la dissolution du groupe de travail "ad hoc" créée par la sous-commission des Droits de l'Homme des Nations Unies, chargé d'enquêter sur la situation actuelle dans notre pays.

A la mi-février, le Parti communiste révolutionnaire du Chili célèbre son 12ème anniversaire. Le Parti communiste révolutionnaire du Chili joue aujourd'hui un rôle important dans la lutte contre la dictature et développe son action, malgré les dures conditions de répression.

La rédaction d'ANCHA fait parvenir à son Comité central et à tous ses militants ses saluts révolutionnaires.

Luttes de Résistance

La propagande des Comités de Résistance continue de se développer dans tout notre pays. Un exemple concret en sont les milliers de tracts, affiches, inscriptions murales, bulletins, etc. . . qui ont été édités et distribués dans les jours qui ont précédé la farce de "référendum" montée par Pinochet.

Mais cette propagande est aussi présentée dans chaque secteur d'activité de notre pays, appelant tous les patriotes à unir leurs efforts pour abattre la dictature et lutter pour leurs intérêts.

Nous reproduisons ci-dessous des extraits de différents bulletins qui ont abondamment circulé ces derniers temps:

De *El Estudiante (L'Etudiant)*, organe du **Front universitaire antifasciste** de Concepcion:

"Cet organe du Front universitaire antifasciste, membre du Front du Peuple, est né de la volonté des étudiants de faire connaître leurs problèmes ainsi que les nombreuses luttes qui se sont déroulées à l'université, qui se développent de jour en jour et que le fascisme est incapable de faire taire. C'est également un lien avec la lutte antifasciste du peuple tout entier.

Aujourd'hui chaque numéro de *El Estudiante* est diffusé et discuté par les masses qui font leurs analyses exposées ici, et chaque jour sont plus nombreuses les contributions qui nous sont

envoyées sous forme d'articles ou de matériel pour continuer avec plus de force la lutte antifasciste. Mais il est nécessaire d'avancer encore; il ne suffit pas d'être d'accord, nous devons nous unir et nous mobiliser ensemble pour résoudre nos problèmes, qui ne sont pas étrangers à ceux du reste de notre peuple, et frapper le fascisme, coup après coup, jusqu'à arriver à le chasser de façon définitive, de l'université et de notre patrie toute entière.

L'année universitaire touche à sa fin, après avoir évité de nombreuses entraves que nous imposait le fascisme, que ce soit de "nouveaux" systèmes de novation, les prix prohibitifs des inscriptions et des foyers, des notes de cours, "l'autofinancement" bien connu, etc.; des mesures prises pour faire de l'université un outil de plus pour l'exploitation de notre peuple, de la part de l'oligarchie nationale et de l'impérialisme yankee.

Pour l'année prochaine, les fascistes préparent des exigences économiques et universitaires plus grandes, dans le but de rendre plus difficile l'accès et la permanence à l'université des étudiants aux revenus moyens et faibles. La Résistance et la lutte contre le fascisme ne prendra pas de vacances, car la misère ne se repose pas, le peuple continue sa lutte et son organisation pour une patrie libérée des fascistes, démocratique et populaire.

Camarade: remplit ton devoir de résistant, organise-toi, lutte et diffuse la propagande antifasciste partout où tu te trouves."

D'un tract du Comité du **Front du Peuple** de l'École de Commerce de la Ville de San-Carlos, province de Nuble:

"Nous connaissons tous les différents problèmes que nous avons dû surmonter pour terminer cette année d'études, et aujourd'hui que la junte militaire fasciste a imposé une éducation de classe, en déclarant que l'année prochaine serait établie une éducation payante, laquelle laisserait une grande partie de la jeunesse et des travailleurs sans études, notre union et notre lutte contre la tyrannie doit se développer.

Nous devons lutter pour la création dans notre école d'une 5e année de comptabilité, pour des salles adaptées à l'étude, pour l'engagement de professeurs et auxiliaires, pour du matériel de travail comme des machines à écrire et du mobilier adapté.

C'est seulement par une lutte décidée que nous ferons valoir nos revendications et nous opposerons à la politique d'exploitation et d'oppression qu'exerce la dictature. Notre devoir à tous, jeunes épris de liberté est de nous unir pour libérer notre peuple et concrétiser nos aspirations."

* * *

Tract de la Résistance édité par un comité de l'usine de chaussures Bata:

Les luttes de la classe ouvrière et du peuple n'ont cessé de croître avec le temps. La grève des mineurs de "El Teniente", les mobilisations des ouvriers des ports et des chemins de fers, des ouvriers de Huachipato et Lota, la grève des travailleurs de la santé à l'hôpital Trudeau, les grèves de la faim et les manifestations des

familles des disparus, la grève et l'occupation par les étudiants du lycée n° 12 etc. sont de récents exemples de la façon dont grandit et se développe la lutte populaire.

Malgré les efforts des réactionnaires pour nous paralyser et nous intimider pour que nous ne luttons pas pour nos intérêts, ils ne réussissent pas. Ceci démontre une fois de plus que la force du peuple est supérieure à celle des réactionnaires et des fascistes et que la lutte est la seule solution pour résoudre nos problèmes économiques et politiques.

Nous, travailleurs de Bata, ne pouvons rester en marge de ces luttes, parce que des problèmes nous en avons, et beaucoup, et nous savons que la seule façon de les résoudre est d'oser lutter, en nous unissant, nous organisant, et en luttant pour la défense de nos droits.

Nous devons exiger: le respect des accords; l'arrêt des licenciements arbitraires; des salaires dignes pour notre travail; en terminer avec la toute puissance des chefs.

Nous devons faire pressions sur nos dirigeants pour qu'ils défendent et représentent nos intérêts et non ceux des patrons; s'ils n'acceptent pas, qu'ils démissionnent et nous laissent élire nous-mêmes nos représentants.

Organisons-nous en Comités de Résistance, de trois ou quatre personnes, qui planifient les actions concrètes à l'intérieur de l'entreprise.

Nous devons nous débarrasser de la peur et nous mettre au niveau du reste des travailleurs. Ils ont réussi à faire valoir leurs droits, pourquoi pas nous?"

"LA RÉSISTANCE VAINCRA"

* * *

FARO Front artistique de la Résistance organisée

Nous avons reçu du Chili un tract des artistes de la Résistance, membres du Front du Peuple. Etant donné son importance, nous le reproduisons intégralement:

FARO Front artistique de la Résistance Organisée

"Appel à l'unité de tous les artistes du peuple

Travailleur-Artiste:

Nous t'appelons à rejoindre avec toutes les forces créatrices le Front artistique de la Résistance (antifasciste et anti-impérialiste) organisée nouvellement né, pour unir nos efforts à la grande bataille libératrice qu'est en train de mener notre peuple, contre la junte militaire et l'impérialisme yankee, dans la perspective d'établir un véritable gouvernement démocratique d'unité antifasciste et anti-impérialiste.

Camarades, unissons notre plume, notre pinceau et nos voix en un seul cri, pour la noble cause antifasciste et anti-impérialiste!!!

Les artistes engagés dans les luttes du peuple, membres de différentes organisations politiques pensent que c'est un devoir impérieux de lutter pour la liberté dans tous les domaines d'activité, mais en particulier contre l'isolement, le mensonge et la superficialité des théories artistiques momifiées que les fascistes ont déterrées du fossé. Nous devons également lutter contre l'élitisme et dédain pour les authentiques manifestations populaires de l'art. Pour cela, nous devons lutter contre le nationalisme vulgaire, le conformisme immobile, l'opportunisme et l'art de lamentation que propagent certains courants artistiques intéressés à propager la passivité, contraire à la mobilisation transformatrice des vieilles structures.

Une de nos tâches également très importante est de créer et promouvoir une politique culturelle, destinée à fortifier la diffusion et le développement correct de nos authentiques valeurs culturelles populaires, furieusement attaquées par les griffes obscurantistes du fascisme, qui nous empêche d'exprimer librement ce que nous pensons et ce que nous sentons, et nous empêche d'autre part de nous associer et lutter pour nos droits foulés aux pieds.

Luttons pour la liberté d'expression, base de soutien de notre

activité créatrice!!!

Pour assurer le succès de nos objectifs, la première chose est de nous unir et nous organiser pour lutter efficacement. Pour cela, pour cristalliser nos intentions, nous devons agir ainsi:

1. Former des groupes dans les secteurs les plus divers: groupes musicaux, atelier littéraires, de danse, de théâtre, de folklore etc. (si tu n'appartiens pas déjà à un groupe).

2. Avec les éléments les plus avancés, former des Comités clandestins d'Artistes de la Résistance.

3. Aider à résoudre ou tout au moins dénoncer les problèmes les plus urgents des masses, par des actes de solidarité, et diffuser la politique du Front du Peuple parmi elles, au moyen de la propagande clandestine: tracts, inscriptions, etc.

4. Enquêter sur les problèmes spécifiques aux artistes et les poser à travers une plateforme de lutte.

5. Nous avons besoin de connaître vos opinions et vos idées sur la conception de l'artiste engagé, et de l'art au service du Peuple. Provoque les discussions et synthétise les conclusions. Envoie-nous les par l'intermédiaire de la personne qui t'a remis cet appel.

6. Un Bulletin d'Information est en préparation, qui servira de véhicule de communication entre les artistes et le peuple en général. Envoie des contributions (articles, poèmes, dessins, etc. . .), ce seront l'âme et le moteur de notre action pour parvenir au but que s'est tracé le peuple chilien pour abattre la junte militaire et mettre définitivement dehors l'impérialisme nord-américain; en s'appuyant sur nos propres forces et nos propres armes.

NOUS COMPTONS SUR TA RÉPONSE, CAMARADE!!!

LA RÉSISTANCE SE DÉVELOPPE AVEC TOI!!!

NOUS T'APPELONS À T'UNIR À NOUS, UNE PLACE D'HONNEUR T'ATTEND DANS LA LUTTE ANTIFASCISTE ET ANTI-IMPÉRIALISTE!!!

Front artistique de la Résistance
(A.F. et A.P.) Organisée FARC
FRONT DU PEUPLE'

* * *



Reproduction d'un tract d'un Comité d'Usine du Front du Peuple

Luttons pour la liberté syndicale

CAMARADE TRAVAILLEUR: Chaque jour qui passe nous subissons plus encore la barbarie de la junte, barbarie dont nous sommes les seules victimes, nous les travailleurs, et les seuls favorisés sont les impérialistes yankees, les grands monopolistes nationaux et les grands propriétaires fonciers.

Face à cette situation, de salaires de misères, d'abus de la part des patrons, de licenciements, d'attaques contre les droits acquis par de longues années de luttes, de répression de la part de la junte militaire fasciste, et d'autres atrocités, nous t'appelons à ce que tu commences, dans ton usine, un travail de popularisation de tous ces problèmes et aussi à faire connaître la nécessité de s'organiser, de

façon clandestine, semi-clandestine ou légale, ou commencer à mener la lutte contre la dictature, en prenant la liberté syndicale comme premier objectif car à travers elle nous pouvons avec les syndicats dans les mains des travailleurs, combattre la junte et sa politique réactionnaire.

NOUS ORGANISER EST LA GRANDE TÂCHE DU MOMENT: POUR, DE MANIÈRE ORGANISÉE FRAPPER COUP APRÈS COUP LE FASCISME QUE NOUS CHASSERONT BIENTÔT DE NOTRE PAYS.

NOUS VAINCRONS!!!

Front du Peuple

Nouvelles latino-américaines

Nicaragua

L'assassinat d'un opposant connu à la dictature (Pedro Joaquin Chamorro), perpétré le 10 janvier, a provoqué durant tout le mois de janvier de violentes actions de protestations de la part des couches populaires et démocratiques de la population de ce pays d'Amérique centrale.

Environ 100,000 personnes ont participé aux funérailles et exprimé leur indignation et leur horreur pour la dictature de Somoza, brandissant des panneaux contre le gouvernement, criant des mots-d'ordres et attaquant et incendiant des immeubles appartenant à des sociétés propriétés de la famille du dictateur, comme les sièges de la First National, de la Francofin, filiale de la Banque nationale de Paris, de la Datsun et de 20 autres sociétés parmi lesquelles s'en trouvait une spécialisée dans le commerce de plasma sanguin, propriété de "gusanos" (exilés) cubains, dont un des directeurs a été inculpé comme étant un des présumés auteurs de l'assassinat.

Pour exiger entre autres choses une véritable enquête sur le crime, une grève générale a été organisée le 24 janvier et les jours suivants, affectant 90 pour cent des usines, bureaux et commerces de tout le pays.

Mexique

Le vendredi 13 janvier, environ 4,000 étudiants, appuyés par des ouvriers en grève et des organisations de colons ont effectué une marche pour protester contre l'occupation de l'Université autonome Benito Juarez de Oaxaca par la police et l'armée.

L'état de Oaxaca, un des plus peuplés et des plus pauvres du pays, constitué principalement de millions de paysans indigènes et métis sans terre, a été le théâtre, cette dernière année de violents affrontements entre les forces répressives et les masses populaires. En février 1977, la police de Oaxaca a réprimé une manifestation qui réclamait que la terre soit rendue aux paysans, la reconnaissance du recteur démocratique de l'Université d'Etat Benito Juarez, et la fin de la répression. Lors de cette manifestation ont été massacrés 10 adultes et 2 enfants.

Depuis lors, les masses étudiantes ont lutté pour demander le maintien à son poste de Soriano, sous l'administration duquel ont été réalisées de nombreuses réformes démocratiques.

Les manifestants de Mexico-Ville exigeaient la reconnaissance du recteur Soriano, la libération des étudiants emprisonnés ainsi que celle de tous les prisonniers politiques, et la destitution du Gouverneur de Oaxaca et l'arrêt de la répression.

Perou

Une grève générale de 2 jours a été menée à bien à Chimbote, principal port de pêche du pays, pour appuyer les travailleurs de la sidérurgie qui étaient en grève depuis le 5 décembre 1977.

Deux grévistes ont été assassinés par la police, et le gouvernement a décrété l'état d'urgence à Chimbote.

Venezuela

Le 20 janvier marquait le 8e anniversaire d'existence du **Parti Drapeau rouge (Partido Bandera Roja)**, force dirigeante de la guerrilla qui se développe dans la zone orientale du pays, laquelle a été occupée militairement ces dernières semaines par l'armée bourgeoise dans le but de semer la terreur chez les paysans et les empêcher de rejoindre la lutte armée populaire.

Bolivie

Une grande victoire du peuple bolivien

Le mouvement de masses du peuple bolivien a obtenu par sa lutte, une victoire de grande envergure, faisant reculer la dictature fasciste de Hugo Banzer.

Le dictateur et son clan, croyant pouvoir tromper le peuple bolivien et l'opinion publique mondiale, a monté une farce le 21 décembre de l'année dernière, décrétant une "amnistie" partielle, qui ne couvre pas une grande quantité d'exilés.

Pour protester contre cette tromperie, 25 femmes de mineurs, avec 13 enfants, ont commencé une grève de la faim le 28 décembre. Progressivement se joignirent à elles des mineurs, ouvriers de nombreuses usines, des religieux, des universitaires, des personnalités politiques, jusqu'à atteindre le chiffre de 1,300 personnes dans les principales villes du pays.

Les revendications des grévistes (qui ont été appuyés activement par l'ensemble du peuple bolivien) étaient les suivantes:

— Amnistie générale et sans restriction pour les prisonniers politiques et syndicaux et retour des exilés.

— Libre fonctionnement des organisations syndicales et politiques

— Retrait de l'armée des régions minières.

La dictature a tenté, inutilement, de freiner l'avalanche qui lui tombait dessus. Pour cela l'armée a été mis en état d'alerte, les centres miniers occupés militairement, des lieux de travail, des maisons ou des églises, des centaines de personnes arrêtées.

La réponse à la répression a été de continuer la lutte et de multiplier la solidarité. C'est ainsi que la **Fédération syndicale des Travailleurs Mineurs de Bolivie** a dirigé, depuis la clandestinité une grève générale de 48 heures menée à bien par 70,000 mineurs. D'autre part, les Comités de Soutien à la lutte du Peuple bolivien dans de nombreuses villes d'Europe et d'Amérique latine ont fait des grèves de la faim et différentes manifestations à la lutte qui se déroulait à l'intérieur de la Bolivie.

Ce vaste mouvement de lutte et de solidarité a accentué les fissures au sein de la dictature, provoquant la démission de deux proches collaborateurs du général Banzer (Il s'agit du secrétaire général de la présidence et du délégué à l'Information), obligeant finalement la dictature à faire un pas en arrière et à accéder à la majeure partie des exigences des grévistes. Le mercredi 18 janvier, Banzer a dû annoncer qu'il accordait l'Amnistie générale, la réintégration à leur ancien travail des mineurs licenciés, l'accord de garanties aux grévistes de la faim et à ceux qui les ont appuyés et la libération immédiate des grévistes emprisonnés. Cet accord, qui était négocié entre les représentants du gouvernement d'une part et les représentants de l'**Assemblée permanente des Droits de l'Homme en Bolivie** d'autre part, bien qu'il n'accède pas à toutes les exigences des grévistes, constitue une victoire politique importante du peuple bolivien.

L'unité et la combattivité démontrées par le peuple bolivien ont réussi à arracher ces conquêtes, à faire reculer la dictature, en y provoquant des dissensions internes, y aiguissant les contradictions avec d'autres secteurs réactionnaires, en l'affaiblissant, et ce qui est très important, développer dans les propres rangs du peuple le sentiment de confiance en ses propres forces.

* * *